



## PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

### COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

#### Quarante-neuvième session

#### Centre international de conférences de Genève (CICG), Genève (Suisse)

6-10 juillet 2026

### MENTION DU PAYS DE RÉCOLTE SUR LES ÉTIQUETTES D'ÉPICES

#### Partie A: CONCLUSIONS FORMULÉES PAR LE COMITÉ DU CODEX SUR L'ÉTIQUETAGE DES DENRÉES ALIMENTAIRES À SA 49<sup>e</sup> SESSION EN CE QUI CONCERNE LA MENTION DU PAYS DE RÉCOLTE EN PLUS DE LA DÉCLARATION OBLIGATOIRE DU PAYS D'ORIGINE SUR LES ÉTIQUETTES D'ÉPICES

*Conclusion 1 – Rôle du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires et application des dispositions horizontales en matière d'étiquetage*

Le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires (CCFL), en sa qualité d'organe subsidiaire de la Commission du Codex Alimentarius chargé d'élaborer les normes et textes apparentés sur l'étiquetage des aliments, est bien placé pour aider les comités du Codex s'occupant de produits à comprendre les principes généraux de l'étiquetage des denrées alimentaires, y compris les dispositions horizontales en matière d'étiquetage figurant dans les textes du CCFL et applicables à l'ensemble des denrées alimentaires. Le Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires (CCSCH) et les autres comités s'occupant de produits ont la possibilité de soumettre au CCFL, dès le début du processus par étapes, les questions nécessitant un avis en matière d'étiquetage, afin d'éclairer l'élaboration des dispositions d'étiquetage avant leur présentation pour approbation. Au besoin, d'autres moyens permettant au CCFL de fournir des orientations en matière d'étiquetage aux comités s'occupant de produits pourraient être envisagés, tels que des ateliers organisés en parallèle des sessions.

*Conclusion 2 – Application des principes généraux aux indications du pays d'origine sur les étiquettes des produits*

Toutes les informations figurant sur les étiquettes, y compris les mentions relatives au pays d'origine, qu'elles soient obligatoires ou volontaires, sont assujetties aux principes généraux énoncés à la section 3 de la *Norme générale sur l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées* (CXS 1-1985), qui interdisent tout étiquetage faux, trompeur ou mensonger. Cette disposition générale s'applique également aux mentions obligatoires relatives au pays d'origine. Lorsque ces principes généraux sont considérés conjointement avec les dispositions de la norme CXS 1-1985 concernant le pays d'origine et avec les exigences d'étiquetage applicables à des produits particuliers, il apparaît clairement que toute déclaration fautive, trompeuse ou mensongère relative au pays d'origine est interdite par les textes existants du Codex. Une déclaration d'origine trompeuse relative en vertu de ces dispositions, consisterait par exemple à indiquer, sur l'étiquette d'une denrée alimentaire, le pays de conditionnement comme pays d'origine alors que cette denrée est importée sous sa forme prête à la consommation depuis le pays producteur dans le pays de conditionnement, sans qu'aucun processus de transformation ou de production n'ait lieu dans ce dernier.

*Conclusion 3 – Interprétation de la notion de changement de la nature d'une denrée alimentaire au sens de la norme CXS 1-1985*

La section 4.5.2 de la norme CXS 1-1985 énonce ce qui suit: «Lorsqu'une denrée alimentaire subit dans un deuxième pays une transformation qui en change la nature, le pays où cette transformation est effectuée doit être considéré comme étant le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.» En matière d'étiquetage des denrées alimentaires, il est important de déterminer à quel moment la denrée a subi une transformation ayant modifié sa nature avant qu'elle ne soit conditionnée et vendue aux consommateurs, car c'est cette étape qui détermine le pays d'origine aux fins de l'étiquetage.

Le CCFL ne dispose pas toujours des connaissances techniques nécessaires pour évaluer les différents procédés appliqués à certains produits, ni pour déterminer si ces procédés entraînent ou non un changement de nature. Toutefois, de manière générale, si un procédé aboutit à un nouveau produit qui se présente sous

une forme différente et qui porte un nouveau nom (tel que décrit à la section 4.1 de la norme CXS 1-1985), il s'agit probablement d'un changement de nature. À l'inverse, si un procédé n'aboutit pas à un produit nouveau et différent, on considère généralement qu'il n'y a pas de changement de nature. De nombreuses informations recueillies par l'intermédiaire de la lettre circulaire et du groupe de travail électronique ont permis de mieux comprendre si certaines étapes de transformation entraînaient ou non une modification de la nature des produits; par exemple, le conditionnement, le tri et le calibrage ne sont pas considérés comme modifiant la nature d'une denrée alimentaire. Ces explications pourront être utiles au CCSCCH lorsqu'il examinera les dispositions en matière d'étiquetage à l'avenir.

#### *Conclusion 4 – Étiquetage dans les cas où le pays d'origine et le pays de récolte sont identiques*

Lorsque le pays de récolte et le pays d'origine d'une épice sont identiques, la mention du pays d'origine suffit: cela permet d'éviter les redondances, de prévenir les risques de confusion et de simplifier la tâche des acteurs du secteur. S'il y a lieu, cette équivalence entre pays d'origine et pays de récolte pourrait être explicitement mentionnée dans les normes relatives aux produits concernés. Les membres du groupe de travail électronique ont cité le safran séché comme un exemple de produit dont le pays de récolte et le pays d'origine sont identiques. Dans ce type de cas, satisfaire à l'obligation de mentionner le pays d'origine sur l'étiquette revient à déclarer le pays de récolte.

#### *Conclusion 5 – Détermination du pays d'origine lorsqu'il est différent du pays de récolte*

Lorsque le pays d'origine et le pays de récolte d'une épice ou d'une herbe culinaire sont différents, le pays d'origine est le pays dans lequel le changement de nature a eu lieu. Parmi les exemples d'épices et d'herbes culinaires pour lesquelles le pays de récolte diffère du pays d'origine, on peut citer les gousses de vanille qui sont récoltées dans un pays puis transformées dans un autre pour produire de l'extrait de vanille, lequel constitue une denrée nouvelle et distincte qui n'est pas couverte par la norme du CCSCCH. Dans ce cas, le pays d'origine aux fins de l'étiquetage correspond au pays où la transformation a donné lieu au produit final, et les dispositions de la norme CXS 1-1985 s'appliquent.

#### *Conclusion 6 – Compréhension et définition de la notion de «pays de récolte»*

Le terme «pays de récolte» désigne généralement le pays où une épice ou une herbe culinaire est cultivée et récoltée. Étant donné que le terme «récolte» est déjà défini dans le glossaire du CCSCCH comme étant «[l']acte ou [le] processus de collecte des cultures agricoles» et qu'il a été utilisé dans plusieurs textes du CCSCCH, l'élaboration d'une définition du terme «pays de récolte» pourrait s'avérer peu utile. Certes, ce travail ne nuirait en rien à la résolution des questions soulevées, mais il convient de se demander s'il s'agirait de la meilleure utilisation possible des ressources du Codex et de ses membres. Le problème fondamental ne réside pas dans la compréhension du terme, mais plutôt dans les implications en matière d'étiquetage selon que le pays d'origine et le pays de récolte sont identiques ou non. S'il faut définir la notion de «pays de récolte», le CCFL n'est pas l'organe du Codex compétent pour le faire.

#### *Conclusion 7 – Déclaration de plusieurs pays d'origine pour les mélanges d'épices*

Dans le commerce international, on trouve parfois des produits constitués d'un mélange d'un même type d'épices ou d'herbes culinaires d'origines diverses et conditionnées ensemble. Cela peut être le cas lorsque des épices sont exportées dans des récipients non destinés à la vente au détail, depuis les pays où elles ont été récoltées et séchées, vers un autre pays, où elles sont toutes mélangées et conditionnées ensemble puis étiquetées. Cette situation peut également s'observer lorsqu'un pays producteur importe une épice dans des récipients non destinés à la vente au détail, la mélange avec sa propre production, puis conditionne le tout. Dans ces cas de figure, les épices ou les herbes culinaires contenues dans l'emballage proviennent de plusieurs pays d'origine, et le simple fait de les conditionner ensemble ne modifie pas leur nature. Elles continuent donc de relever des normes du CCSCCH.

Les dispositions générales existantes de la norme CXS 1-1985, bien qu'elles ne précisent pas explicitement la manière d'étiqueter un mélange d'une même denrée d'origines diverses, n'empêchent pas d'indiquer plusieurs pays d'origine sur l'étiquette du produit lorsque tel est le cas. En outre, conformément à la section 3.1 de la norme CXS 1-1985, tous les pays d'origine doivent être mentionnés si leur omission risque d'induire en erreur le consommateur.

#### *Conclusion 8 – Déclarations volontaires et textes applicables du Codex*

En règle générale, des mentions ou des allégations peuvent être apposées de manière volontaire sur les étiquettes des denrées alimentaires, sous réserve qu'elles ne soient ni fausses ni trompeuses. Dans tous les cas, toute mention ou allégation volontaire est assujettie aux textes du CCFL applicables à toutes les denrées alimentaires, y compris les principes généraux énoncés à la section 3 de la norme CXS 1-1985, qui interdisent tout étiquetage faux ou trompeur, et les *Directives générales concernant les allégations* (CXG 1-1979), qui fournissent des orientations supplémentaires. La possibilité de faire figurer des mentions de manière volontaire sur les étiquettes, comme la déclaration facultative du pays de récolte, peut être prévue dans les normes du

Codex, mais il n'est pas nécessaire de l'énoncer explicitement pour que des informations de cette nature puissent être fournies.

*Conclusion 9 – Champ d'application des dispositions du Codex relatives à l'étiquetage et mandat du CCFL*

Les dispositions en matière d'étiquetage établies par le Codex visent à répondre à des enjeux de santé et de sécurité sanitaire ainsi qu'à encourager des pratiques commerciales loyales. Quiconque souhaite promouvoir des produits en mettant en avant le pays de production, des caractéristiques régionales ou d'autres attributs peut le faire en apposant de manière volontaire des mentions ou des allégations à cet effet. L'étiquetage à des fins promotionnelles est notamment soumis aux *Directives générales concernant les allégations* (CXG 1-1979) et aux *Directives pour l'emploi des allégations relatives à la nutrition et à la santé* (CXG 23-1997). Les membres peuvent aussi envisager d'avoir recours à d'autres mécanismes, en dehors du Codex, pour mettre en valeur des denrées alimentaires originaires de régions spécifiques, comme les indications géographiques.

**Partie B: DISPOSITIONS PROPOSÉES À LA SECTION «8.2 PAYS D'ORIGINE ET PAYS DE RÉCOLTE» DE LA NORME SUR LES PARTIES FLORALES SÉCHÉES – SAFRAN (CXS 351-2022)**

**8.2 Pays d'origine et pays de récolte**

8.2.1 Le pays d'origine doit être indiqué\*.

8.2.2 Région de récolte et année de récolte (facultatif).

\* Note: Dans le cadre de la présente norme, le pays d'origine correspond au pays de récolte.